

## Bulletin d'information PCF Fécamp

### Au Sommaire

#### Page 1 :

- L'édito

#### Page 2 :

- La classe de l'école Jean Lorrain sauvée

#### Page 3 :

- Fécamp Grand'Escale : salut aux marins et pêle-mêle photo

#### Page 4 :

- Le remplacement des éoliennes du Cap Fagnet

#### Page 5 - 6 :

Dossier : Macron mouillé jusqu'au cou dans les Uberfiles

#### Page 7 :

- La Fête de l'Humanité . La programmation. Comment se procurer la vignette à Fécamp



### RIC-RAC

Le peuple français a rendu son verdict : il a refusé de donner les clés de l'Elysée à Marine Le Pen. Et il a refusé de donner les pleins pouvoirs à Emmanuel Macron

La constitution de la NUPES, la Nouvelle Union Populaire Ecologique et Sociale, est un grand pas en avant pour la gauche et les écologistes : elle a permis de doubler leur nombre de députés à l'Assemblée Nationale et d'empêcher Emmanuel Macron de disposer de la majorité absolue. En particulier, là où les accords nationaux avaient confié à des communistes le soin de défendre les couleurs de la NUPES, la percée est particulièrement spectaculaire : 70,36 % des suffrages exprimés à Rouen pour Hubert Wulfranc, qui réalise pour la NUPES le meilleur score de France face à un candidat du Rassemblement National. Au Havre Jean-Paul Lecoq est réélu avec 65,76 % et, à Dieppe, Sébastien Jumel avec 57,81 %. La NUPES est devenue le cadre incontournable de la gauche et des écologistes. Les dissidents qui ont refusé l'union ont tous été durement sanctionnés par les électeurs, à juste titre.

Mais ces bons résultats

dans les grandes villes ne doivent pas masquer la progression de l'abstention ni les scores du Rassemblement National dans nos campagnes et dans les petites villes comme Fécamp : les 52 % d'abstentionnistes et les 6,49 % de bulletins blancs de notre circonscription ont failli permettre au candidat du Rassemblement National de se faire élire, avec 49,16 %.

Avec 20,33 %, la candidate LFI de la NUPES a malheureusement été éliminée dès le 1<sup>er</sup> tour. Son score est nettement en recul par rapport au total des voix recueillies en 2017 par les candidat-e-s PCF, LFI, PS et EELV (32,5 %) ainsi que par rapport aux 24,6 % réunis à l'élection présidentielle par Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel, Yannick Jadot et Anne Hidalgo. Pour progresser, la NUPES devra faire l'effort d'en finir avec les parachutages et les slogans nationaux irréalistes afin de s'enraciner dans les difficultés des gens d'ici.

Les électeurs de gauche se sont finalement retrouvés face à un 2<sup>nd</sup> tour bien peu enthousiasmant, entre le candidat lepéniste et Mme Poussier-Winsback. Le score ric-rac de 50,84 % de Mme Poussier-Winsback

montre à quel point une candidate issue de la droite et du macronisme est un rempart fragile contre le Rassemblement National.

L'élection de Mme Poussier-Winsback comme députée l'a obligé à abandonner son poste de maire de Fécamp, pour se consacrer à son « destin national ». Au terme d'une laborieuse procédure interne sous contrôle d'un huissier (eh oui, ça se passe comme ça dans la majorité municipale de Fécamp !), c'est à David Roussel qu'a été dévolue l'écharpe tricolore de maire.

Les communistes de Fécamp lui souhaitent du courage pour gérer notre ville. Et il va lui en falloir beaucoup pour réparer tous les pots cassés par sa patronne Mme Poussier-Winsback. Parmi les dossiers en souffrance : le plan Ségur et les primes dues aux aides à domicile du CCAS de Fécamp ou bien celui de la taxe des ordures ménagères. A ce propos, les élus PCF rappellent qu'on pourrait affecter les excédents budgétaires pour baisser cette taxe.

Au sein de la NUPES, les élus communistes seront une force de proposition et d'animation des luttes pour la justice sociale

# LA CLASSE DE L'ECOLE JEAN LORRAIN SAUVEE



La lutte menée par les parents d'élèves de l'école Jean Lorrain a payé.

Le Rouge-Gorge de juin dernier avait ouvert ses colonnes à ce juste combat. Nous invitons nos lecteurs à [relire ce numéro de juin](#) pour se remémorer les tenants et aboutissants de cette volonté gouvernementale de fermer des classes, le territoire de Fécamp ayant été particulièrement ciblé avec cette suppression de classe à l'école Jean Lorrain et la fermeture de l'école de Ganzeville.

Dans les 2 cas, signalons le peu d'empressement des élus locaux à défendre ces écoles. A Fécamp, l'adjointe au maire en charge de l'éducation s'était bornée à quelques vagues propos lénifiants : "Avec une seule classe de maternelle, l'avenir de l'école n'était pas viable. Les chiffres, actualisés, ont été remontés au-

*près de la circonscription académique et du DASEN (Directeur académique des services de l'Éducation nationale). S'il y a confirmation, il n'y a aucune raison de s'inquiéter".* Le récent ralliement de Mme Poussier-Winsback à Emmanuel Macron éclaire d'une lumière particulièrement crue le faible engagement de la mairie de Fécamp. Même constat à Ganzeville où M. Crochemore, le maire et vice-président de Mme Poussier-Winsback à l'agglomération a purement et simplement fait voter par son conseil municipal la fermeture de l'école réclamée par le ministère de l'éducation nationale.

La victoire des parents d'élèves de l'école Jean Lorrain mérite donc d'autant plus d'être saluée. Le pot de terre peut vaincre le pot de fer... Et c'est tant mieux pour les enfants

**Pour combattre Macron, j'adhère au PCF**



[rougegorge@pcf-fecamp.fr](mailto:rougegorge@pcf-fecamp.fr)

## Le melon de Macron

On aurait pu croire que le résultat des élections législatives calmerait un peu la suffisance d'Emmanuel Macron. Mais non : après s'être pris pour Jupiter, [il se compare désormais au dieu romain Vulcain](#) « c'est-à-dire à la forge »

## Macron, t'es un champion !

Petit cadeau d'adieu d'Olivier Véran, le dernier ministre de la santé, avant son changement de poste : au moment où il proposait à toutes les personnes fragiles de faire une 4ème dose du vaccin contre le covid19, il a décidé de fermer le centre de vaccination de l'hôpital de Fécamp...

## Fonctionnaires : nouveau coup tordu contre les collectivités locales

Elisabeth Borne vient de consentir une augmentation de 3,5 % du point d'indice des fonctionnaires, après 10 ans de blocage. Mais aux communes, agglos, départements et régions de se débrouiller pour financer cette augmentation... [Jean-Paul Lecoq, député PCF et Céline Brulin, sénatrice PCF, ont écrit une lettre ouverte à la 1ère ministre pour qu'elle prenne ses responsabilités](#)

## La proposition de loi de la NUPES pour le pouvoir d'achat

Les élus de la NUPES ont déposé [leur propre projet de loi pour améliorer le pouvoir d'achat](#) des Français : SMIC à 1500 €, encadrement des loyers

# FECAMP GRAND'ESCALE

Après une annulation à cause du covid, le rassemblement de vieux gréements a enfin pu avoir lieu du 29 juin au 3 juillet. Avec la complicité d'une météorologie qui s'est embellie au fil des jours, la fête a été magnifique pour les fécampois, pour les gens de mer et pour les touristes. Mais la mer

n'est pas qu'une attraction touristique. Ce sont aussi des métiers où beaucoup d'hommes ont perdu leur vie en voulant la gagner. A cette occasion, les communistes ont une pensée fraternelle pour leurs camarades marins, péris en mer, ainsi que pour leurs familles



## Les ultra-riches sont de plus en plus riches

Le magazine «Challenges», a publié jeudi 7 juillet son classement annuel des patrimoines des 500 plus grandes fortunes françaises : [ils ont augmenté de 5% pour dépasser les 1 000 milliards d'euros en 2022](#) . De quoi justifier amplement la proposition de Fabien Roussel de taxer les superprofits des [compagnies](#)

## Le profil inquiétant des nouveaux députés de Le Pen

Si les nouveaux députés lepénistes se font discrets, ils n'en ont pas moins un profil inquiétant. Parmi, eux, [Frédéric Boccaletti, condamné en 2000 pour violences avec armes](#). Ou José Gonzalez qui a ouvert la nouvelle législature par [un discours consacré à sa nostalgie de l'Algérie française](#). Il n'a pas eu un mot pour les [25 000 morts de l'armée française](#), dont beaucoup d'appelés, pas un seul pour pour [les sanglants attentats de l'OAS](#) ni un seul mot pour l'honneur de la France perdu dans les opérations de torture menées par son compère Jean-Marie le Pen

## Petits arrangements entre RN et Renaissance

Renaissance, le nouveau nom du parti d'[Emmanuel Macron et le Rassemblement National se sont partagés les postes de vice-président de l'Assemblée Nationale](#). En 2 mois, les macronistes sont donc passés de « Faisons barrage au Rassemblement national » à « Elisons-les comme vice-présidents »

# LE REMPLACEMENT DES EOLIENNES DU CAP FAGNET



La lutte pour la transition énergétique et contre le réchauffement climatique passe par des solutions de terrain. Les élus du PCF au conseil municipal de Fécamp ouvrent le débat sur les 5 éoliennes du cap Fagnet qu'EDF souhaite remplacer par des modèles plus puissants. L'éolienne N°2 et la n° 4 seraient supprimées (elles fournissent actuellement 3,5 Mégawatts/an) pendant que les éoliennes n°1, 3 et 5 seraient remplacées par des éoliennes qui fournissent 7 Mégawatts/an au total) alimentant 9 000 foyers de notre territoire

Sur le plan économique, le financement devrait se faire via une opération de joint-venture entre Fécamp et EDF, à hauteur de 49 % pour la mairie de Fécamp, le ticket d'entrée ayant été fixé à 5 millions d'euros pour Fécamp. En échange, celle-ci percevrait des retombées pour un montant de 350 000 €/an. Ce qui pose une question politique de fond : est-ce aux communes de payer des infrastructures lourdes relevant de l'Etat ? La SNCF nous avait déjà fait le coup, en obligeant la mairie de Fécamp à mettre la main au portefeuille pour financer le maintien de la ligne ferroviaire Fécamp-Bréauté. Il fut un temps où ces investissements relevaient de la seule responsabilité de l'Etat et donc de la solidarité nationale entre territoires riches et territoires pauvres, via les impôts. Il y a donc débat...

Sur le principe de l'utilisation de

l'éolien pour décarboner notre production d'électricité, les communistes sont en plein accord car cette solution contribue à limiter le recours aux énergies fossiles. Mais ils pointent plusieurs zones d'ombre dans l'actuel projet d'EDF : la rentabilité d'une éolienne n'est acquise qu'au bout de 25 ans de fonctionnement. Or, les actuelles éoliennes de Fécamp sont donc encore loin d'avoir été rentabilisées puisqu'elles ont été implantées en 2010. D'où cette question de bon sens cauchois : qui va payer le reliquat d'amortissement ? Autre problème qu'EDF a laissé en suspens : l'enlèvement des éoliennes n'est pas une mince affaire, tout particulièrement l'enlèvement des 2000 tonnes de béton du socle enfoui de chaque éolienne. Là encore, qui va payer l'opération ?



Plus largement, en matière de lutte contre le réchauffement climatique, notre territoire ne manque pas d'atouts. Avec les éoliennes du Cap Fagnet mais aussi avec le prochain parc éolien off-shore. Ou encore avec les usines de méthanisation d'Epreville et de Maniquerville qui fournissent 50 % des 4400 foyers abonnés au gaz à Fécamp intra-muros. Cette solution de méthanisation, outre le recyclage des déchets qu'elle permet, présente également le double intérêt de se passer du gaz russe mais aussi de cette catastrophe écologique qu'est le

gaz de schiste américain. [La France gagnerait à développer la biométhanisation](#). Mais encore faut-il que tout soit mis en oeuvre pour limiter les nuisances pour les riverains



On pourrait donc faire mieux : GRDF a ainsi un projet de récupération de la nourriture de 20 collèges de Seine-Maritime pour la méthanisation. Pourquoi ne pas envisager une extension de cette démarche au privé, notamment aux déchets de nos usines de transformation du poisson ? Mais jouons cartes sur table : là encore, qui va payer ?

Pendant la campagne des élections municipales, la liste menée par Patrick Jeanne à laquelle le PCF avait contribué, avait émis l'idée d'installer des panneaux photovoltaïques sur les édifices publics de Fécamp.



Pour les communistes, face à l'urgence climatique, cette idée est plus d'actualité que jamais

Nous attendons avec impatience vos réactions et vos idées sur ces questions écologiques majeures. A vos plumes (ou plutôt, à vos claviers !)

# UBERFILES : MACRON MOUILLE JUSQU'AU COU



Le 15 mai 2019, le président français recevait Dara Khosrowshahi, PDG de l'entreprise états-unienne, à l'Élysée.  
© Stéphane Lemouton/Pool/REA

Depuis dix ans, le chef de l'État a patiemment déroulé le tapis rouge à la multinationale et son modèle antisocial, comme le révèle le Consortium international des journalistes.

En mars, à l'annonce du verdict les condamnant lourdement pour travail dissimulé, les représentants de Deliveroo sont restés bouche bée. Interloqués, les dirigeants de la plateforme de livraison ont alors lancé à la présidente du tribunal correctionnel de Paris qu'ils avaient pourtant l'oreille attentive du président et de sa ministre du Travail d'alors, Elisabeth Borne. Et à raison. C'est qu'avant d'embrasser la cause des plateformes du haut de l'Élysée, Emmanuel Macron défendait déjà Uber sous le quinquennat Hollande, avec la casquette de ministre de l'Économie, [sans en aviser ses collègues ministres](#), ce qui en dit long sur la conception de la loyauté de l'actuel locataire de l'Élysée... Les 124 000 documents remis au Consortium international des journalistes d'investigation sous le nom d' «

Uber Files » en apportent de nouveaux éléments. [Déjà, en 2016, l'Humanité avait révélé les liens troubles entre Uber et Emmanuel Macron](#)

Le futur président de la « start-up nation » avait tout pour s'entendre avec les promoteurs de ce nouveau modèle d'exploitation remettant au goût du jour le travail à la tâche grâce aux outils numériques. En 2008, la commission Attali « pour la libération de la croissance française », dont Emmanuel Macron était le rapporteur général adjoint, proposait déjà de casser le droit du travail pour « *renvoyer l'essentiel des décisions sociales à la négociation* », et de mettre fin aux professions réglementées, taxis en tête. Il s'agissait de « *préparer la jeunesse à prendre des risques* ».

## Sur le front de la dérégulation

Une rencontre décisive a lieu le 1er octobre 2014. Emmanuel Macron, alors locataire de Bercy, reçoit le patron d'Uber, Tra-

vis Kalanick, ainsi que des dirigeants de la filiale française et des lobbyistes du groupe. Dans les documents publiés notamment par *le Monde*, il promet ce jour-là de veiller à ce que les inspecteurs de la DGCCRF ne soient pas « *trop conservateurs* ». La répression des fraudes se penchait alors sur le cas d'Uber-Pop, cette application qui permettait à tout un chacun de s'improviser chauffeur avec son propre véhicule... sans les obligations légales des taxis. Un outil numérique jugé depuis illégal, tant en France qu'en Europe.

Autre exemple : en 2015, le préfet des Bouches-du-Rhône publie un décret interdisant de facto aux chauffeurs Uber de travailler à Marseille. Le lobbyiste en chef de la multinationale américaine envoie un SMS paniqué au ministre de l'Économie, qui lui répond qu'il va « *regarder cela personnellement* ». Trois jours plus tard, le décret est assoupli.

Ce compagnonnage n'est pas qu'affaire de coup de pouce. À Bercy puis à l'Élysée, Emmanuel Macron s'est montré zélé à arbitrer en faveur des ubérisateurs. D'abord en avançant sur le front de la dérégulation. En 2014, la loi Thévenoud est en cours de rédaction. Elle doit encadrer l'activité VTC et calmer ainsi la colère des taxis. Comme le montrent les « Uber Files », le ministre de l'Économie n'hésite pas à court-circuiter ses collègues – celui des Transports en tête – pour tenter d'alléger les restrictions. À cette époque, les 250 heures de formation pour devenir chauffeur passent ainsi à... 7 heures. Macron veut « *faire en sorte que la France tra*

.../...



.../...

*vaillie pour Uber afin qu'Uber puisse travailler en et pour la France », écrit-il lui-même. Début 2016, le ministre a rempli sa part de l'accord : si UberPop n'a pas survécu à la justice, la plateforme peut désormais légalement exercer en France son activité de VTC.*

Les problèmes réglementaires envolés, un autre écueil surgit : la justice. En regardant de plus près les conditions d'exercice des livreurs prétendument indépendants, les conseils prud'homaux menacent de requalifier les chauffeurs et livreurs, obligatoirement autoentrepreneurs, en salariés des plateformes. Ces dernières exercent en effet sur eux un pouvoir de contrôle, de sanction, de direction et de dépendance économique. Bref, elles agissent comme des employeurs.

Devenu en 2017 président à la tête d'une majorité pléthorique, Emmanuel Macron peut légiférer plus facilement. En échange d'une charte de bonne conduite – qu'elles rédigeraient elles-mêmes –, dans laquelle figuraient une assurance privée (Uber a signé un accord avec Axa) et un semblant de dialogue social, les plateformes se verraient protégées de tout risque en justice. De quoi contenter

Uber, qui espère l'élaboration d'un tiers statut pour ses livreurs, dérogeant au Code du travail, qui ait les apparences de la protection et de l'indépendance, mais sans leurs avantages (comme la liberté de fixer ses prix), ni la Sécurité sociale. Muriel Penicaud, alors ministre du Travail, inscrit en 2018 ce tiers statut dans sa loi « pour la liberté de choisir son avenir professionnel ». Premier échec : le Conseil Constitutionnel retoque cette disposition qui n'a rien à faire avec ce projet de loi consacré à la formation professionnelle. Nouvelle tentative en 2019, cette fois dans la loi d'orientation des mobilités (loi LOM), portée par Élisabeth Borne, ministre des Transports. Deuxième échec devant les sages du Conseil Constitutionnel.

### **En 2020, l'exécutif passe en force**

Profitant de l'état d'urgence sanitaire en 2020, l'exécutif passe en force. Transférée au ministère du Travail, Élisabeth Borne commande une ordonnance instaurant un pseudo-dialogue social via l'élection de représentants des coursiers et chauffeurs auprès des plateformes. Et qui de mieux que Bruno Mettling, ancien expert consultant auprès d'Uber, nommé depuis à la tête

de l'autorité organisatrice de ces élections (Arpe), pour la rédiger ? Organisé au printemps, le scrutin se solde par un fiasco : plus de 98 % d'abstention chez les livreurs. Le nouveau quinquennat ne semble pas avoir distendu les liens du pouvoir avec Uber. Devenue première ministre, Élisabeth Borne a nommé Jean-Noël Barrot ministre délégué au Numérique. Qui est le frère de la directrice de la communication d'Uber Europe !

Au niveau européen, le président n'a pas non plus ménagé sa peine. En décembre 2021, la Commission propose une directive cruciale, instaurant la présomption réfutable de salariat pour les travailleurs des plateformes de type Uber. Le texte ne prône pas le salariat, mais propose qu'en cas de litige les employeurs aient la charge de la preuve : un grand pas en avant pour les 28 millions de travailleurs des plateformes en Europe. Mais en prenant, en janvier 2022, la présidence tournante de l'Union européenne, Emmanuel Macron sort cette directive de l'agenda. C'est désormais un brouillon de rapport qui doit servir de base à des discussions parlementaires au sein de la commission de l'Emploi et des Affaires sociales, à des dates encore non définies. Ce n'est pas pour rien qu'Uber promet « le modèle français » à l'échelle de toute la communauté européenne...

Voir aussi :

[Uber Files. Les champions du lobbying](#)

[Comment un lobbyiste d'Uber a aidé Macron à financer son parti LaRem](#)

[Après Uber, comment un lobbyiste d'Amazon a participé au financement de la campagne électorale de 2017 de Macron](#)



La Base 217 (91)

# La Fête de l'Humanité

9 • 10 • 11 Septembre 2022

Le Plessis-Pâté • Brétigny-sur-Orge

**PRÉVENTES MILITANTES**

**ACHETEZ VOS PLACES AU PCF SECTION FÉCAMP**

**Tel: 06 62 96 39 34**

Le programme complet est en ligne sur le site Internet <https://fete.humanite.fr/>

## Programmation

☰ La Fête de l'Humanité

Dutronc & Dutronc • Sexion d'Assaut • Selah Sue • Laylow • Kungs • Christophe Maé • Ibeyi • Ziak • Skip The Use • L'Impératrice • Benjamin Biolay • Kimberose • Odezenne • Danakil • Camélia Jordana • Sniper • Deluxe • Gauvain Sers • Kittin & The Hacker • Kid Francescoli • Soviet Suprem • Manu Le Malin • Bagarre (club) • Kiddy Smile (DJ Set) • Ronisia • Helena Hauff • Terrenoire • Youv Dee • Zamdane • Les Wampas • Sama' Abdulhadi • Catastrophe • Le grand chœur du Canto General • The Excitements • Eesah Yasuke • Ladaniva • Jupiter & Okwess • Carte blanche à Grünt • Pardonnez-Nous • Astéréotypie • Cheval Fou • Cyril Mokaïesh • Patrick Coutin • Gunwood • BOPS • Carmen Sea • Ghinza • Lisa Ducasse...



Et bien d'autres encore !

# Pour reconstruire un espoir en France

**JE REJOINS** le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance  Sexe    

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque femme et chaque homme qui rejoint le PCF, vous avez le droit de recevoir l'Humanité pendant un mois. Merci de nous confirmer votre accord.

**OUI**

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**  
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à [pcf@pcf-fecamp.fr](mailto:pcf@pcf-fecamp.fr) avec vos questions et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins à [pcf@pcf-fecamp.fr](mailto:pcf@pcf-fecamp.fr)

La page Facebook du PCF de Fécamp (1 à 2 mises à jour par semaine) :  
Pour suivre l'actualité politique au quotidien

**Cliquez ici** 

Le site web de la section de Fécamp du PCF, avec l'intégrale des anciens numéros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

**Cliquez ici** 

Le journal l'Humanité :

**Cliquez ici** 

Les élus communistes du conseil municipal de Fécamp :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Céline Brulin, sénatrice de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook d'Hubert Wulfranc, député de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Fabien Roussel, candidat à l'élection présidentielle :

**Cliquez ici** 



**Prenons soin de la France**